

DANS L'ACTUALITE du 16 au 18 avril 2013

A la une

JORF n°0089 du 16 avril 2013

Publication du décret relatif à la mobilisation du foncier public : modalités de détermination du prix de cession des terrains de l'Etat

Fixation par décret des modalités de détermination du prix de cession des terrains de l'Etat dans le cadre de programmes de construction de logements.

[Décret n° 2013-315 du 15 avril 2013 relatif aux conditions d'aliénation des terrains du domaine privé de l'Etat en vue de la réalisation de programmes de construction de logements sociaux et fixant la composition et le fonctionnement de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier instituée à l'article L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques](#)

Textes officiels

JORF n°0090 du 17 avril 2013

Renforcement de l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement

[Loi n° 2013-316 du 16 avril 2013 relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte](#)

JORF n°0089 du 16 avril 2013

Tarifification progressive de l'énergie : la loi est publiée après la censure du Conseil constitutionnel le 11 avril 2013

[Loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes](#)

[Cons. const., 11 avr. 2013, n° 2013-666 DC](#)

Projet de loi

Infrastructures et services de transports : adoption à l'Assemblée nationale

Le projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports a été adopté le 16 avril 2013 à l'Assemblée nationale.

[Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports, modifié en 1ère lecture par l'Assemblée nationale le 16 avril 2013, TA n° 117](#)

Jurisprudence

Urbanisme

Plan local d'urbanisme

La cour administrative d'appel de Marseille a commis une erreur de droit en ne recherchant pas si, après l'adoption, par les deux délibérations du conseil municipal, d'une décision complète prise en application des dispositions de l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme, une concertation effective avait eu lieu sur les objectifs poursuivis par la commune.

[CE 17 avril 2013 Commune de Ramatuelle, req. n° 348311](#)

Recours à l'encontre d'un permis de construire conjoint

Un recours à l'encontre d'un permis de construire conjoint est irrecevable dans sa globalité lorsqu'il n'a pas été notifié distinctement à chacun des co-titulaires.

[CAA Lyon 9 avril 2013 Association des « Habitants de Vésegnin, req. n° 13LY00066](#)

Environnement

Affichage publicitaire : obligation d'agir dès constatation de l'infraction

Les autorités compétentes ont l'obligation de prendre des mesures mettant fin à une infraction liée à un affichage publicitaire interdit dès sa constatation.

[TA Montpellier, 26 mars 2013 Association Paysages de France, req. n° 1103919](#)

Lutte contre les marées vertes : l'Etat à nouveau condamné

Le conseil général des Côtes-d'Armor a obtenu une indemnisation de 7 millions d'euros sur les 10 demandés, le tribunal n'ayant pas retenu l'atteinte à l'image du territoire.

[TA Rennes 12 avril 2013 Département des Côtes d'Armor, req. n° 1004000](#)

Réponse ministérielle

Échéance du mois de juillet 2015 de transformation des ZPPAUP en AVAP

Sursis annoncé pour les ZPPAUP

[Rép. min. n° 04105, JO Sénat du 11 avr. 2013](#)

Protocoles transactionnels et clause de confidentialité

Une clause de confidentialité qui stipulerait de ne pas révéler l'existence de la transaction est incompatible avec sa mise en application.

[Rép. min. n° 04464, JO Sénat du 11 avril 2013](#)

Le permis de construire valant division parcellaire se distingue de l'opération de lotissement

La ministre de l'Egalité des Territoires et du Logement définit le permis de construire valant division parcellaire et le distingue de l'opération de lotissement.

[Rép. min. n° 12885, JOAN du 12 mars 2013](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

DSP : la régularisation du dossier de candidature est admise

[Le Code des marchés publics permet au pouvoir adjudicateur de demander aux candidats de compléter leurs dossiers de candidature incomplets \(article 52-I\). Cela est-il possible dans le cadre d'une procédure de délégation de service public \(DSP\) ?](#)

Source : le moniteur du 18/07/2013

Seuil des 15 000 € : le décret devant le CE

La menace pesant sur le décret relatif au seuil des 15 000 € s'éloigne. Le rapporteur public, Gilles Pellissier, a invité le Conseil d'Etat à ne pas admettre le recours introduit par le député Pierre Morel A l'Huissier contre le décret du 9 décembre 2011 instaurant ce seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence. L'intervention de la loi du 22 mars 2012 ne rend pas illégale les dispositions adoptées par le pouvoir réglementaire. Loi et décret peuvent coexister.

Source : achatpublic.info du 18/04/2013

Au tour du Boamp de dématérialiser le lancement des procédures des marchés publics

La direction de l'information légale et administrative (Dila) a mis en ligne sur le site du Bulletin officiel des annonces de marchés publics (Boamp) un service de dématérialisation des procédures d'achat à disposition des collectivités locales.

Source : localtis.info du 17/04/2013

Urbanisme

Aliénation des terrains de l'Etat pour le logement social : après la circulaire, le décret

Dans une lettre circulaire du 2 avril, Jean-Marc Ayrault demandait aux préfets de se tenir prêts, "sans attendre", à la mise en place du dispositif de cession de terrains de l'Etat pour y construire du logement social.

Source : localtis.info du 17/04/2013

Quelques solutions simples pour lutter contre les effets de blocage des recours en matière d'autorisation d'urbanisme

C'est désormais devenu une ritournelle entonnée par les professionnels, les élus et les praticiens du droit de l'urbanisme : la multiplication des recours, notamment contre des permis de construire, conduirait à « bloquer » les projets autorisés, de sorte qu'il faudrait trouver des solutions pour lutter contre ces « recours abusifs ».

Source : la gazette des communes du 17/04/2013

Urbanisme : la dématérialisation des DIA dans les starting-blocks

Suite à un décret de 2012, la dématérialisation du traitement de la déclaration d'intention d'aliéner (DIA), formalité liée au droit de préemption, est expérimentée par la ville de Niort. Premier bilan avant extension à une vingtaine de communes volontaires... puis généralisation. Malgré certaines difficultés et limites, "les améliorations profitent à l'ensemble de la chaîne de traitement", estime-t-on à Niort.

Source : localtis.info du 16/04/2013

La justice lyonnaise rejette huit recours d'opposants au Grand stade de Lyon

Le tribunal administratif de Lyon a rejeté huit recours d'opposants au projet de Grand Stade de l'Olympique lyonnais concernant "des opérations d'accessibilité au stade", a annoncé mardi 16 avril 2013 le Grand Lyon en charge de ce dossier, dans un communiqué. En revanche, le tribunal a donné gain de cause aux opposants qui contestent la déclaration d'utilité publique sur l'extension du tramway T3.

Source : la gazette des communes du 17/04/2013

Environnement

Principe de précaution et utilité publique : le Conseil d'Etat précise les modalités de son contrôle

A l'occasion du recours de plusieurs collectivités territoriales contre la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation de la ligne électrique THT Cotentin-Maine, le Conseil d'Etat définit les modalités de son contrôle des actes déclaratifs d'utilité publique au regard du principe de précaution.

Source : localtis.info du 17/04/2013

Modernisation du droit de l'environnement : rendre les normes plus lisibles

La loi et le règlement doivent concilier un « haut niveau d'exigence environnementale » et la facilitation « des projets d'intérêt économique et social », selon Delphine Batho. La ministre de l'Ecologie a officiellement lancé les « Etats généraux de la modernisation du droit de l'environnement », le 16 avril 2013 à Paris.

Source : la gazette des communes du 17/04/2013

Les états généraux de la modernisation du droit de l'environnement

[Delphine Batho a présenté, le 16 avril 2013, les états généraux de la modernisation du droit de l'environnement. Objectif, améliorer l'efficacité des normes pour revenir à leur vocation première, protéger l'environnement.](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 16/04/2013

Le détail des actions nationales 2013 de l'Inspection des installations classées

[Le 11 avril 2013, la ministre de l'écologie a présenté le Plan de mobilisation pour la prévention des risques technologiques, ainsi que les priorités d'action de l'inspection des installations classées pour 2013.](#)

[Liste détaillée des actions nationales 2013](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 11/04/2013

Collectivité territoriale

Loi Valls : un nouvel élu pour le département

[C'est sans doute un tournant dans l'histoire du département que les députés viennent de voter en approuvant définitivement, ce 17 avril, le projet de loi sur les scrutins locaux : l'élection de "binômes" paritaires et la réduction de moitié du nombre de cantons va renouveler le visage de ces institutions. Par ailleurs, le texte réforme l'élection des conseillers communautaires dans les communes de 1.000 habitants et plus. De quoi modifier la nature, cette fois, des intercommunalités ?](#)

Source : localtis.info du 17/04/2013

Les villes durables sont une réalité en France

[Grâce au plan ville durable, aux « Investissements d'avenir » et aux initiatives prises localement, la ville durable en France est en plein essor.](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 15/04/2013

Vu dans les revues

ACCP – contrats publics n°131 – avril 2013 p.25, *Dossier : Les sociétés publiques locales : bilan et perspectives*

ACCP – contrats publics n°131 – avril 2013 p.68, *Le rôle des clauses de rendez-vous dans les délégations de service public*, par Pierre Pintat et Julie Mestres

AJDA n° 13-2013 du 15 avril 2013 p.724, *Le statut des biens des délégations de service public – Après l'arrêt Commune de Douai*, par Etienne Fatôme et Philippe Termeyre

AJDA n° 13-2013 du 15 avril 2013 p.736, *Quelques remous autour du droit de timbre*, par Caroline Lantero

Presse

Quand le BTP phosphore sur la ville

[Eiffage réfléchit depuis cinq ans à la ville durable à l'horizon de 2030 et dévoile ses trouvailles. Ces réflexions de tout ordre, qui cimentent le groupe, lui servent d'outils de lobbying.](#)

Source : les Echos du 18/04/2013

Europtin lance l'e-mail en « recommandé »

[Plus d'excuse de l'e-mail perdu ou jamais reçu. Avec la solution de certification numérique que lance sur le marché la société marseillaise Europtin, tous les éléments envoyés par e-mail, SMS et MMS, y compris les pièces jointes, pourront être tamponnés en ligne avec la même valeur qu'un courrier recommandé.](#)

Source : les Echos du 18/04/2013

3.500 / mètres carrés de toiture solaire sur une halle à Paris

[Le maire de Paris, Bertrand Delanoë, a inauguré hier une centrale solaire de 3.500 m² de superficie totalisant 1.988 panneaux.](#)

Source : les Echos du 16/04/2013